

Objet : BUDGET PRIMITIF 2012.

Le gouvernement nous annonce depuis des mois un « plan de rigueur » pour les 3 années à venir ; cela étant d'ailleurs tout à fait justifié compte tenu du climat économique actuel, mais aussi compte tenu de la nécessité de revenir à des budgets, sinon excédentaires, au moins à l'équilibre, et tenter d'enrainer la machine infernale du déficit structurel que nous vivons depuis 6 années consécutives.

Nous devrions donc voir un impact significatif porté au budget primitif 2012.

Penchons-nous tout d'abord sur les dépenses : une baisse substantielle de 3.5% (hors équipement) est réalisée en grande partie grâce à une coupe de plus de 16 Millions sur les postes des interventions publiques. Comprendons par intervention publiques, les domaines Culturel, Educatif, Sportif...

La plus grande surprise de ce budget primitif ne concerne pas les dépenses mais le prévisionnel des recettes.

Au moment où L'OCDE prévoit une croissance en 2012 pour la zone euro de l'ordre de 0.3% ; Monaco, qui nous en convenons n'est pas au sens strict du terme dans la zone euro mais en subi des incidences économiques et financières, prévoit une hausse de 7% de ses recettes par rapport à 2011.

Ce résultat nous paraît optimiste...

Malgré les +7% de recettes et les -3% de dépenses (hors équipement) nous avons quand même un budget déficitaire à hauteur de 58 Millions d'euros, avant exécution du budget.

Sans remettre en causes les estimations des primitifs 2012, nous nous demandons tout de même sur quelle base ont été effectués les dits calculs.

Nous nous interrogeons s'il ne serait pas plus prudent de limiter la prévision des recettes à environ 3% ?

Des recettes seront sans doute générées par une augmentation de la TVA de 5,5 à 7% et par des droits de mutation provenant de nouvelles offres dans l'immobilier ( ODEON, TEOTISTA...). Mais pour l'instant l'offre dans l'immobilier stagne à environ 25 000 € le m<sup>2</sup> , prix inférieur à celui de l'offre.

Il est préférable de prendre en considération une croissance faible en France, voire même une récession, pour garantir des recettes d'environ 3% à Monaco, pour ne pas prendre le risque de ne pas parvenir à 7% et de pratiquer ensuite des mesures d'austérité au moment du budget rectificatif 2012.

Cependant, SYNERGIE MONEGASQUE qui fait pleinement confiance aux compétences du Conseiller de Gouvernement des Finances et de l'Economie ignore sans doute certaines sources de recettes...